Chapitre 9 : Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux à partir des années 1990

« Depuis l'effondrement du communisme soviétique, nous nous retrouvons devant un paradoxe : il y a un recul de la menace mais aussi un recul de la paix. » Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, 1993.

La fin de la guerre froide place les Etats-Unis en position hégémonique dans un monde unipolaire. Mais de nouvelles formes de conflictualité apparaissent et des conditions de nouvelles formes de coopération internationale sont redéfinies.

Au XXIe siècle, l'hyperpuissance américaine contestée doit faire face à l'émergence de rivaux dans un monde multipolaire, marqué par l'apparition de nouvelles menaces, comme celle du terrorisme international.

Quels sont les nouveaux rapports de puissance et les nouveaux enjeux mondiaux depuis 1991?

I-Evolution des rapports de force depuis 1991

A-L'ordre américain et les conflits après la guerre froide

1-L'hyperpuissance américaine (Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères)

Les Etats-Unis accèdent au statut d'hyperpuissance (hard power + soft power / Joseph Nye) dans un monde devenu unipolaire.

En 1991, sous le mandat de G. Bush, avec l'accord du Conseil de Sécurité de l'ONU, ils prennent la tête d'une coalition internationale pour faire la guerre à l'Irak de Saddam Hussein qui a envahi le Koweit au Moyen-Orient en août 1990 :

• La première guerre du Golfe montre leur supériorité militaire et leur leadership; leur attachement au **multilatéralisme** (=volonté de concilier la position de tous les Etats dans la gestion des relations internationales).

Après 1992, sous Bill Clinton, ils assument le rôle de **gendarmes du monde**. Ils élargissent le cercle des nations démocratique - doctrine de *l'enlargement* - :

- En multipliant les interventions militaires contre les dictatures comme en Somalie en 1992-93 et en Haïti en 1994
- en jouant le rôle d'arbitre dans les conflits régionaux
- en encadrant les accords d'Oslo signés en 1993 par Israël et l'OLP, l'Organisation de libération de la Palestine = début d'un processus de paix, créant une Autorité nationale palestinienne sur une partie des territoires occupés par Israël en Cisjordanie et Gaza.

B-Les grands conflits de l'après-guerre froide

1-En Afrique du Sud -Point de passage 1 pages 284 et 285

A partir de 1948, les *Afrikaners* (population blanche descendant des colons néerlandais arrivés au 17e siècle) au pouvoir instaurent un régime d'*apartheid* (« séparation » des races). La fin de l'*apartheid* en quelques dates :

- En 1985, le renforcement de l'embargo international, puis en 1990 l'autorisation de l'ANC, congrès national africain, et la libération de son leader Nelson Mandela, affaiblissent le régime d'apartheid.
- En 1992, victoire du « oui » au referendum réservé aux Blancs sur la poursuite des négociations avec l'ANC et des réformes.
- En 1993, Nelson Mandela et Frederik de Klerk, pour avoir mis en place une politique de négociation sur la fin de l'*apartheid*, reçoivent le prix Nobel de la paix
- En 1994, les premières élections nationales multiraciales permettent à l'ANC de remporter les élections = **Nelson Mandela devient président de la République**. L'embargo international est levé.

2-La guerre de l'ex-Yougoslavie

La fin du bloc de l'Est libère des revendications nationalistes. A partir de 1991, les différentes nationalités de Yougoslavie prennent leur indépendance mais la Fédération yougoslave dominée par les Serbes s'y oppose.

Les affrontements armés s'accompagnent d'opérations de **nettoyage ethnique** (= purification ethnique, politique délibérée menée par un groupe ethnique pour chasser par la violence et la terreur les autres populations des territoires convoités) et de nombreux massacres.

- Slobodan Milosevic président de la Serbie de 1989 à 1997 et de la République fédérale de Yougoslavie de 1997 à 2000 est considéré comme le principal responsable des guerres et des massacres.
- L'ONU est impuissante à pacifier la région et c'est l'OTAN qui met fin à la guerre en Bosnie avec les Accords de Dayton en 1995.

3-Multiplication des conflits intra-étatiques (=à l'intérieur des frontières d'un Etat) dans le monde a-Au Rwanda

Depuis son indépendance en 1962, le Rwanda est en proie à des affrontements ethniques entre Hutu et Tutsi. Après l'assassinat du président hutu Habyarimana en avril 1994, le gouvernement intérimaire rwandais, sous l'influence du *Hutu power* met en œuvre l'extermination des **Tutsi** et des **Hutus modérés**.

Le génocide des Tutsi fait plus d'un million de morts en moins de trois mois. Il s'est déroulé au vu et au su du monde entier et interroge sur la responsabilité de la communauté internationale.

b-En Tchéchénie

La seconde guerre de Tchétchènie (1999-2000) déclenchée par la Fédération de Russie aboutit à une répression du peuple tchétchène qui perd son indépendance.

4-Des armes plus complexes

La période est marquée par une prolifération des armes de destruction massive

> Certains comme la Corée du Nord et l'Iran cherchent à se doter de l'arme nucléaire

II-Les nouvelles formes de conflit dans un monde devenu multipolaire depuis 2001 A-Le tournant du 11 septembre 2001- Point de passage 2 pages 290 et 291

1-De nouveaux ennemis

Dans les années 1990, les Etats-Unis doivent faire face à la nouvelle menace du terrorisme **islamisme** (= doctrine voulant faire de l'islam le fondement idéologique de la vie politique et sociale d'un pays et qui appelle au rejet des valeurs occidentales).

2-« L'impuissance de la puissance », E. Badie

Des avions sont détournés par des terroristes islamistes **d'Al-Qaïda** (« base » en arabe / organisation dirigée par Oussama Ben Laden). Ils s'écrasent volontairement sur plusieurs bâtiments à New York et Washington, faisant 2 977 morts.

Les lieux ont été choisis pour le symbole qu'ils représentent. Ils plongent le pays et me monde dans un état de choc = « Nous sommes tous américains » !

3-Décisions prises par G.W. Bush

Le nouveau président décide d'attaquer les pays qui abritent les terroristes :

- En 2001, avec l'accord de l'ONU, les Etats-Unis envahissent l'Afghanistan qui accueille les bases d'entraînement d'Al-Qaïda.
- **En 2002**, mise en place d'un **axe du mal** sur lesquels se trouvent les *rogue states*, Etats-voyous (Irak, Iran,...)
- En 2003, sans l'accord de l'ONU, ils attaquent l'Irak de Saddam Hussein qu'ils accusent à tort de soutenir le terrorisme et de détenir des ADM, armes de destruction massive. Cette deuxième guerre

du Golfe, intervention **unilatérale** (**=unilatéralisme**, définir sa politique extérieure sans tenir compte de l'avis des autres Etats et des institutions internationales) est critiquée dans le monde entier.

B-Un contexte géopolitique plus complexe

1-Guerres asymétriques

Les Etats-Unis obtiennent des victoires rapides mais ils ne parviennent pas à pacifier les pays qu'ils occupent : cas de l'Afghanistan et de l'Irak.

- Ils y mènent des **conflits asymétriques** contre de petits groupes armés sans réussir à empêcher les guerres civiles qui gangrènent ces pays.
- B. Obama retire les troupes américaines d'Irak en 2011 et peu à peu d'Afghanistan à partir de 2014.

Déf.conflits asymétriques = opposant des forces aux moyens militaires inégaux / Etat doté d'une armée conventionnelle contre des mouvements de guérillas ou des groupes terroristes.

2-Le terrorisme islamiste

Les attentats islamistes de multiplient dans le monde.

A partir de 2013, l'organisation terroriste Etat islamique, **Daech,** parvient à créer un Etat dans le nord de la Syrie et de l'Irak. Elle a alors d'importantes ressources pour financer le terrorisme islamiste mondial

> Attentats de 2015 en France : 148 morts.

3-La menace nucléaire

La Corée du Nord, puissance nucléaire officielle (9) multiplie les démonstrations de force face à la Corée du Sud et aux Etats-Unis.

C-Rivalités dans un monde multipolaire

1-Les puissances émergentes

Les puissances émergentes, poussées par une forte croissance économique développent leurs ambitions régionales.

- La Chine devient la deuxième puissance économique en 2010 et veut jouer un rôle mondial.
- La Russie de V. Poutine retrouve une place de premier plan dans les relations internationales.

Après 2003 ces deux puissances s'opposent fréquemment aux Etats-Unis au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. Le monde est devenu multipolaire.

2-Le Moyen-Orient

Riche en hydrocarbures, il est le théâtre de rivalités croisées entre puissances régionales (Arabie Saoudite, Turquie, Iran) et mondiales (Etats-Unis et Russie).

- **En 2014,** une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis intervient contre Daech en Syrie et en Irak.
- La Russie mène sa propre intervention pour détruire Daech mais aussi pour soutenir son allié dans la région, le dictateur syrien Bachar el-Assad.

III- la gouvernance mondiale face aux défis contemporains

A-Justice internationale et gestion des réfugiés

1-Justice internationale

La justice pénale internationale réapparaît après la guerre froide. L'ONU met en place des tribunaux internationaux temporaires pour juger les crimes de guerre, génocides ou crimes contre l'humanité commis :

- en Yougoslavie, TPIY 1993 : crimes de masse/jugement à partir de 2002 de S. Milosevic.
- au Rwanda, TPIR 1994 : génocide.

En 2002, elle crée un tribunal permanent :

• La CPI, cour pénale internationale qui siège à La Haye aux Pays-Bas.

2-Gestion des réfugiés

Depuis 1991, les réfugiés et les déplacés sont de plus en plus nombreux dans le monde.

• Le HCR, Haut-Commissariat pour les réfugiés coordonne l'action internationale pour les protéger, les assister et les ramener chez eux si possible. Mais les moyens sont insuffisants.

B- Le défi climatique

1-Les problématiques environnementales s'imposent dans le débat public

Le défi du réchauffement climatique nécessite une véritable coopération multilatérale que l'ONU cherche à renforcer en organisant de grands sommets internationaux sur le climat, **les COP**, Conférences des parties

- **En 2015,** la COP21 débouche sur l'accord de Paris par lequel 195 pays s'engagent à limiter leurs émissions de GES, gaz à effet de serre.
- **En 2017**, les Etats-Unis se retirent de l'accord.
- En 2021, Joe Biden annonce le retour des Etats-Unis.

2- Une mobilisation de la société et de la jeunesse

- **En 2018, Greta Thunberg** lance l'idée d'une grève scolaire pour le climat. Le 23 septembre 2019, l'activiste écologiste suédoise s'exprime au Sommet sur le Climat de l'ONU à New York. Elle apostrophe une soixantaine de chefs d'Etat dans un discours devenu célèbre, dénonçant leur inaction face au réchauffement climatique : « **Comment osez-vous regarder ailleurs ?** ».
- En 2019, marche mondiale pour le climat.

Conclusion

Nous avons vu ici comment les puissances répondent aux défis du monde contemporain depuis la fin de la guerre froide :

- ➤ A la recherche d'un nouvel ordre mondial de 1991 à 2001 :
- -Les Etats-Unis sont en position hégémonique et s'impose comme l'unique hyperpuissance dans un monde unipolaire ;
- -Les conflits combinent enjeux politiques religieux et stratégiques ce qui rend la gestion des relations internationales plus complexes ;
- -Le multilatéralisme permet à l'ONU de retrouver sa place dans la gestion des relations internationales ;
 - Mais de nouvelles tensions après 2001 :
- -Retour à l'unilatéralisme américain. Les Etats-Unis interviennent militairement en Afghanistan et en Irak mais échouent à y rétablir la stabilité politique ;
- -Face aux Etats-Unis, la concurrence chinoise et russe s'accroît;
- -La multiplication des acteurs non étatiques explique la prolifération des guerres asymétriques ;
- -Face aux enjeux internationaux et à la difficulté de mettre en place une gouvernance mondiale, une opinion publique mondiale émerge.

Fin du programme d'Histoire (11 chapitres) Vérifiez que vous avez tout avant les vacances!

+Points de passage pages 5 à 7 :

Point de passage 1 : La fin de l'apartheid en Afrique du Sud pages

1-Décrivez dans quelles circonstances s'ex prime publiquement Nelson Mandela et l'espoir qu'il formule pour l'avenir

Libéré le 11 février 1990, Mandela prononce le jour même ce discours depuis le balcon de l'hôtel de ville du Cap. Un discours au cours duquel un Mandela acclamé formule « l'espoir qu'un climat favorable à un règlement négocié verra bientôt le jour qui rendra inutile la lutte armée ».

Ce discours est un jalon essentiel dans l'accélération du processus de sortie de l'apartheid. Le 2 février 1990, le nouveau président Frederik de Klerk annonce devant le Parlement la libération des derniers prisonniers politiques (non coupables de crimes de sang) : « l'heure de la négociation est arrivée ». Mandela, figure de la résistance à l'apartheid et emprisonné depuis 1962, est ainsi libéré le 11 février.

Mais dans ce discours, s'il reconnaît les avancées opérées, il appelle toutefois à continuer la lutte. Toute avancée du processus de négociation est ainsi bloquée jusqu'en août 1990, quand l'ANC annonce renoncer à la lutte armée en suspendant les activités de sa branche armée (« La lance de la nation », créée en 1961).

2. Identifiez les éléments qui montrent que la fin de l'apartheid s'inscrit dans un processus de lutte collective et de négociations

Le discours comme la photographie témoignent de ce double processus de lutte et de négociations. Pour Mandela, « les facteurs qui ont rendu nécessaire cette lutte armée existent encore aujourd'hui ». La photographie, prise quatre ans après ce discours, lors d'affrontements entre la police et des militants de l'ANC, illustre que la fin de l'apartheid (dont les dernières mesures sont abrogées en 1991) se déroule dans un climat de guerre larvée et dans un pays au bord de la guerre civile.

Alors que les négociations piétinent, la violence explose entre 1992 et 1993. Le 10 avril 1993, Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste sud-africain, est assassiné par un groupuscule d'extrême droite blanche. Cette guerre est parfois qualifiée de « tous contre tous ».

À la lutte entre Noirs et Blancs, s'ajoute un climat de guérilla dans les bantoustans (réserves indigènes créées par l'apartheid). Le 17 juin 1992, 45 habitants du township de Boipatong sont massacrés par une milice de l'Inkatha (un parti noir conservateur issu du Zululand, hostile aux négociations). De 1990 à 1994, les violences font des milliers de morts.

3. Analysez comment la fin de l'apartheid s'inscrit dans un processus à la fois démocratique et pacifique

Mandela, dans son discours de l'hôtel de ville rappelle que la lutte contre l'apartheid était une lutte nécessaire parce que défensive face à un régime totalitaire pratiquant la répression.

Le défi de sortie de ce système de racisme institutionnalisé est alors de maintenir un processus pacifique pour ne pas céder à la guerre civile et d'inscrire la fin de l'apartheid dans un processus de transition démocratique. Mandela en vient alors à incarner l'espoir d'un retour à la paix et tente de transformer le puzzle sud-africain en une nation unie.

Dans ce contexte où le pays est au bord du chaos, les adversaires des négociations, les partisans du maintien du régime d'apartheid, les partisans du maintien d'un état d'urgence sécuritaire, sont progressivement marginalisés. Le pays est résolument engagé dans un processus de pacification et de démocratisation qui amène à l'organisation des premières élections libres et multiraciales, élections au suffrage universel, du 26 au 29 avril 1994.

L'ANC, avec 63 % des voix, triomphe. Le 10 mai, Nelson Mandela est élu président de la République par le Parlement.

À ce titre, l'expérience de la Commission « Vérité et Réconciliation » (*Truth and Reconciliation Commission*) instaurée sous l'autorité de **Desmond Tutu** entre 1995 et 1998, est une étape essentielle de ce processus de pacification et démocratisation en cherchant à privilégier la voie de la réconciliation.

Chargée d'enquêter sur les crimes et violations des droits commis entre 1960 et 1994, la commission a auditionné durant seize mois victimes et auteurs des crimes. En échange de leur témoignage spontané, elle offrait aux anciens tortionnaires la possibilité d'une amnistie (qui fut rarement accordée, mais les poursuites pénales furent encore plus rares). L'objectif n'était pas tant d'obtenir un aveu que de révéler la vérité sur l'apartheid.

Par l'élaboration d'un récit destiné à faire la lumière sur le passé (« pour que nous refermions le chapitre de notre passé » selon les mots de Desmond Tutu), l'ambition était de réconcilier pour refonder la nation.

- 4. Observez l'usage du pronom personnel « nous » dans les deux textes et qui il désigne. Quelle évolution pouvez-vous remarquer ?
- « Nous appelons notre peuple à saisir ce moment » (doc. 1); « Nous, peuple de l'Afrique du Sud » (doc. 3):
 - Là où le discours à l'hôtel de ville du Cap, le 11 février 1990, s'adressait d'abord aux militants de l'ANC, le « nous » de la Constitution adoptée en 1996 désigne désormais tout le peuple.
 - Du « nous » par lequel Mandela désignait ses camarades militants, on passe au « nous » les Sud-Africains. Cette évolution rhétorique traduit la transformation du puzzle sud-africain en une nation unie.

Définitivement adoptée en octobre 1996, la nouvelle Constitution entre en vigueur le 3 février 1997. Un texte marqué par la volonté de réconciliation et qui :

- définit les principes fondamentaux de la nouvelle République sud-africaine : dignité humaine, non-racialisme, non-sexisme, suffrage universel, etc.
- précise également les symboles la nation dite « arc-en-ciel » avec onze langues officielles, son hymne et son drapeau qui, tous deux, mêlent les emblèmes du pouvoir et de la lutte contre l'apartheid.
- Une déclaration des droits très libérale complète le texte en instituant les droits des citoyennes et citoyens (politiques, économiques, sociaux, éducatifs, culturels, écologiques, sanitaires).

➤ Point de passage 2 : LE 11 septembre 2001 pages 290 et 291

1-Identifiez les auteurs et les cibles de l'attentat

Les auteurs de l'attentat sont des membres de l'organisation terroriste Al-Qaïda dirigée par Oussama Ben Laden. Cette organisation terroriste islamiste a la particularité d'avoir été créée en Afghanistan avec l'appui des États-Unis en 1987, dans le contexte d'occupation de ce pays par l'URSS et pendant la guerre froide à un moment où les objectifs américains étaient de réduire la menace soviétique et donc de soutenir toute opposition à leur adversaire communiste.

Elle est aussi marquée par une idéologie au caractère totalitaire, celle d'un islamisme extrémiste dont le but n'est plus la prise de pouvoir comme ce fut le cas en Iran en 1979 mais la déstabilisation du monde occidental par la terreur.

Cet objectif permet de comprendre pourquoi les cibles de l'attentat visent à la fois la puissance politique et militaire des États-Unis (la Maison Blanche, le Pentagone) mais aussi sa puissance économique (tours jumelles du World Trade Center). Les attentats relèvent donc d'une symbolique de l'attaque et non d'objectifs stratégiques.

2. Expliquez en quoi le terrorisme islamiste fait peser une menace d'un nouveau type perçue comme une atteinte à la paix mondiale

Le terrorisme islamiste incarné en 2001 par Al-Qaïda fait peser sur le monde une menace d'un type nouveau, une menace asymétrique puisqu'elle n'est pas le fait d'un État.

Avec Al-Qaïda, le terrorisme nationaliste et localisé a cédé la place au terrorisme global. En effet, Al-Qaïda n'agit pas dans un cadre précis (géographique, idéologique ou revendicatif) et recrute dans tous les pays et tous les milieux.

Le terrorisme s'est donc adapté à la mondialisation et profite ainsi de nouveaux espaces de propagande, de réseaux de financement et d'approvisionnement en armes. Il s'agit de nébuleuses aux contours très flous et aux ramifications distendues et diversifiées. Devenu un réseau international et donc un ennemi difficile à localiser et à identifier, il est difficile de lutter contre lui.

Il fait donc peser une menace diffuse qui se manifeste par des attentats sporadiques – celui du 11-Septembre est le plus spectaculaire d'une série d'attentats contre les intérêts américains commencée dès 1987 – et imprévisibles à la fois, tant dans leur localisation que dans leur importance.

3. Quelle orientation George W. Bush donne-t-il à la politique extérieure américaine après ces attentats?

Le président américain George W. Bush donne une orientation nouvelle à la politique extérieure américaine. Analysant les attentats du 11-Septembre comme **une déclaration de guerre faite aux États-Unis et à la paix mondiale**, il riposte par la guerre en direction des États soutenant ou supposés soutenir les terroristes (en 2001 en Afghanistan et en 2003 en Irak).

Par ailleurs, il oriente sa politique dans un sens unilatéral qui détruit toute concertation, y compris avec ses alliés, puisqu'il définit le monde en deux entités distinctes : ceux qui sont avec les États-Unis et ceux qui sont avec les terroristes, sans qu'aucune alternative ne soit possible.

Dans cette vision manichéenne du monde, il fait du camp des États-Unis celui de la liberté, de la paix et de la civilisation, renvoyant tous ceux qui s'opposent aux États-Unis hors de la civilisation.

Cette dichotomie, qui ne laisse la place à aucune concertation multilatérale, s'appuie sur une vision du monde simplificatrice qui fut celle de **Samuel Huntington** qui voyait dans le terrorisme islamiste **« un choc des civilisations »**.

4. Évaluez l'efficacité de la politique définie par George W. Bush sur la menace terroriste islamiste

Cette vision du monde du président des États-Unis justifie les guerres menées ensuite au nom de la liberté et de la civilisation mais porte en elle même son échec.

En effet, les guerres contre le terrorisme au nom de la civilisation n'ont pas réussi à réduire le risque. Au contraire, tout se passe comme si elles avaient provoqué des ralliements de plus en plus nombreux au terrorisme et alimenté l'antiaméricanisme des populations civiles qui ont dû subir ces attaques.